



## En Turquie, la chancelière allemande consolide l'accord anti-réfugiés

Par [Peter Schwarz](#)

Mondialisation.ca, 31 mai 2016

[wsws.org](http://wsws.org)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Histoire, société et culture](#), [Loi et Justice](#)

« Le traitement inhumain des réfugiés », écrivions-nous début mars sur le *World Socialist Web Site* « annonce ce à quoi peuvent s'attendre les travailleurs et les jeunes à l'avenir. » Cette [prévision](#) a été confirmée par la visite de la chancelière allemande Angela Merkel lundi en Turquie.

Merkel a cherché à sauver l'accord sur les réfugiés que l'Union européenne a conclu sous la pression de l'Allemagne avec Ankara. Recep Tayyip Erdogan, le président turc avec lequel elle a eu un entretien d'une heure à Istanbul, exige pour l'heure en échange que l'UE accepte la mise en place d'un régime présidentiel autoritaire qu'il est en train d'instaurer activement.

Selon le procès-verbal officiel des entretiens, Erdogan a brandi la menace que le parlement turc ne ratifierait pas l'accord si l'UE continuait d'insister sur l'assouplissement de la loi antiterroriste turque controversée comme condition pour une exemption de visa pour les citoyens turcs se rendant dans UE.

Erdogan se sert de cette loi antiterrorisme pour se débarrasser de politiciens et journalistes d'opposition critiquant les agissements de l'armée turque à l'encontre des Kurdes et de la politique qu'il mène en Syrie. L'expression même d'une opinion inoffensive peut entraîner une arrestation et une peine d'emprisonnement de plusieurs années.

La semaine passée, sur l'insistance de l'AKP au pouvoir, le parlement turc a accepté de lever l'immunité parlementaire d'un quart de ses députés qui sont pour une grande majorité des membres du parti pro-kurde HDP. Ils peuvent maintenant être traduits en justice et en cas de condamnation perdre leur mandat. De cette manière, Erdogan pourrait parvenir à la majorité des deux tiers qu'il lui faut pour ancrer dans la constitution la dictature présidentielle qui est d'ores et déjà en vigueur dans la pratique.

Avant l'entretien, Merkel s'était fortement investie pour satisfaire les demandes d'Erdogan. Bien que dans une interview accordée au *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* elle ait exprimé des préoccupations sur « certains développements en Turquie », elle affirme que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) est une organisation terroriste. « Évidemment, il y a des dépendances réciproques » et la « nécessité de créer l'équilibre entre les intérêts », a dit la chancelière. Son rôle étant « d'identifier les différences et d'explorer les points communs. » Jusqu'ici, la Turquie a respecté ses engagements.

L'accord sur les réfugiés conclu avec la Turquie est au cœur de la prétendue solution européenne de Merkel à la crise des réfugiés. C'est parce qu'elle craint que la fermeture des frontières intérieures européennes – comme la Hongrie, l'Autriche et d'autres pays l'avaient unilatéralement décidé – signifie des pertes à hauteur de plusieurs milliers de milliards d'euros pour le patronat allemand et l'effondrement de l'UE que Merkel a fait pression pour la fermeture hermétique des frontières extérieures de l'Europe.

Le droit d'asile a ainsi été pratiquement aboli au sein de l'UE. Les réfugiés sont traités comme des criminels. Ils sont arrêtés aux frontières, enfermés dans des camps de détention et déportés. L'UE, toutefois, compte en grande partie sur la Turquie pour reprendre les réfugiés et en déporter certains vers leur pays d'origine.

Non seulement Merkel subit la pression des autres gouvernements européens au sujet de sa politique sur les réfugiés, mais aussi au sein de l'Allemagne. Dans ce cas, l'opposition vient principalement par la droite.

Horst Seehofer, le président de l'Union chrétienne-sociale, le parti frère de l'Union chrétienne-démocrate en Bavière, s'en est pris dimanche à Merkel dans une émission de la chaîne publique ARD en déclarant, « Il ne faut jamais se rendre tributaire de tels systèmes ou subir leur chantage. » « Le monde entier doit élever la voix » s'est exclamé Seehofer, face à la levée de l'immunité des parlementaires turcs. Mais les critiques n'ont pas fusé « parce que l'accord ne devait évidemment pas être mis en péril. »

Seehofer, qui figure parmi les purs et durs qui sont contre les réfugiés et qui entretient d'étroites relations avec des autocrates tels le président hongrois Victor Orban et le président russe Vladimir Poutine, poursuit deux grands objectifs au moyen de ses critiques à l'égard de Merkel.

Sur le plan intérieur, il vise à stopper la montée du parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne (*Alternative für Deutschland*, AfD) en adoptant sa ligne nationaliste et islamophobe qui cible également directement les immigrés turcs. Il ne cesse de répéter la maxime de l'ancien dirigeant du CSU, Franz Josef Strauß, qu'il ne doit pas y avoir de parti démocratique légitime à la droite des partis de l'Union (CSU et CDU). Merkel l'a publiquement contredit.

Ensuite, Seehofer, aux côtés d'autres sections de l'élite de politique étrangère, craint qu'un lien trop étroit avec la Turquie ne limite les options offertes à l'Allemagne au Moyen-Orient où elle opère avec de plus en plus d'agressivité.

Il y a un siècle, l'impérialisme allemand avait poursuivi ses objectifs en Orient en alliance avec l'empire ottoman mais, après le partage de celui-ci entre la France et la Grande-Bretagne, l'Allemagne repartait bredouille suite à sa défaite dans la Première Guerre mondiale. Actuellement, avec le nouveau repartage du Moyen-Orient, l'Allemagne veut conserver la possibilité de jouer la carte iranienne, égyptienne ou kurde.

Ce n'est donc pas un hasard si le parlement allemand doit adopter le 2 juin une résolution condamnant la persécution il y a cent ans des Arméniens (dans laquelle des officiers de l'armée allemande étaient lourdement impliqués) comme un « génocide ». Cette décision accroîtra les tensions avec Ankara.

A Berlin, les visées autoritaires d'Erdogan sont acceptées ou tolérées sur fond de

protestations verbales et elles sont perçues comme un signe de faiblesse. L'élite dirigeante allemande ne souhaite pas lier trop étroitement sa politique étrangère à un régime qui sera bientôt secoué par un conflit social.

Au cours de son histoire, la bourgeoisie turque a à plusieurs reprises réagi à des crises intérieures et extérieures par des mesures dictatoriales. Durant ces seules six dernières années, l'armée a organisé trois coups d'état et imposé un changement de pouvoir. C'est dans cette même voie que s'engage Erdogan face à l'aggravation des tensions sociales et des crises en matière de politique étrangère.

La montée de l'AKP est étroitement liée à l'afflux de capital international et au taux de croissance économique élevé qui ont permis de faire quelques concessions sociales et contribué à un accroissement de la classe moyenne. Mais, actuellement l'économie stagne, le chômage et l'inflation se situent à 10 pour cent et la lire turque est en chute libre. Parallèlement, la Turquie est profondément impliquée dans la guerre en Syrie et se trouve en situation de conflit, après avoir élargi ses liens économiques, avec la quasi-totalité de ses voisins, ainsi que la Russie.

Peter Schwarz

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Peter Schwarz](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2016

---

Articles Par : [Peter Schwarz](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)